**QCM-20-IRA**

**(DISCIPLINE)**

**Question n°1 : Une Loi de programmation des Finances publiques couvre une période de**

A/ 3 ans

B/ 4 ans

C/ 5 ans

**Question n°2 : Les Lois de programmation des Finances publiques sont prévues par**

A/ L’article 34 de la Constitution

B/ La Loi Organique du 1er août 2001 relative aux Lois de Finances

C/ La Loi Organique du 17 décembre 2012 sur la programmation et la gouvernance des Finances publiques

**Question n°3 : Quel est le principe budgétaire qui est à l’origine de tous les autres ?**

A/ La spécialité

B/ L’annualité

C/ La sincérité

**Question n°4 : Quels sont les deux principes qui se contredisent ?**

A/ Équilibre et Universalité

B/ Annualité et équilibre

C/ Unité et universalité

**Question n°5 : Cochez la ligne ne correspondant pas à une exception au principe de la spécialité budgétaire ?**

A/ Les virements de crédits (art. 12 de la LOLF)

B/ Les transferts de crédits (art. 12 de la LOLF)

C/ Les dotations constituant des réserves budgétaires (art. 7 LOLF)

D/ Les fonds spéciaux ou fonds secrets au sein des crédits de Matignon

**Question n°6 : Le Two-Pack s’applique**

A/ Seulement aux États membres de la zone euro

B/ Seulement aux États membres de l’UE

C/ Seulement aux États membres de l’EEE

**Question n°7 : La seule petite période d’excédents budgétaires sous la Vème République a été :**

A/ de 1969 à 1974

B/ l’année 1970 puis de 1972 à 1974

C/ de 1970 à 1974

**Question n°8 : La LOLF a été révisée par la Loi organique du 12 juillet 2005 à la demande du Sénat**

A/ pour créer la réserve de précaution au sein du Budget de l’État

B/ pour créer la clause anti-cagnotte destinée à éviter les gaspillages en cas de surplus budgétaires

C/ pour instituer les décrets d’avance (article 13)

**Question n°9 : quel texte a institué la mesure et le suivi du solde structurel ?**

A/ La LOLF

B/ Le traité de Maastricht

C/ Le TSCG

**Question n°10 : La dimension d’antériorité du principe d’annualité a pour fondement juridique :**

A/ l’article 6 de la LOLF

B/ l’article 34 de la Constitution

C/ l’article 47 de la Constitution

**Question n°11 : Cochez l’affirmation véridique**

A/ Le Royaume-Uni débute l’exercice budgétaire le 1er juillet

B/ l’Afrique du Sud débute l’exercice budgétaire le 1er avril

C/ Les Etats-Unis débutent l’exercice budgétaire le 1er janvier

**Question n°12 : Le système de l’exercice est un système dans lequel**

A/ on rattache les opérations de recettes et de dépenses en fonction de la date de l’opération de caisse (encaissement/décaissement)

B/ on rattache les opérations de recettes et de dépenses en fonction de la date de naissance de l’obligation (droits acquis/services faits)

C/ on rattache les opérations de recettes et de dépenses en fonction d’un critère purement formel (dépense enregistrée/recette enregistrée)

**Question n°13 : Lors du vote des dépenses du budget de l’État, les parlementaires**

A/ Ne peuvent que voter les crédits par mission sans rien changer sauf à réduire le niveau des dépenses

B/ Ne peuvent que voter les crédits par mission sans rien changer

C/ Doivent voter les crédits par mission sans rien changer sauf à réduire le niveau des dépenses ou à moduler les crédits d’un programme à un autre sans relever le plafond total des crédits de la mission

**Question n°14 : Selon l’article 37-IV-2° de la LOLF, la Loi de Règlement**

A/ ne peut pas accorder d’autorisations car elle se contente de constater les résultats des recettes encaissées et des dépenses payées

B/ peut accorder des autorisations rétroactives en cas de dépenses dépassant les autorisations (uniquement en cas de force majeure)

C/ peut accorder des autorisations rétroactives en cas de dépenses dépassant les autorisations

**Question n°15 : La procédure des douzièmes provisoires des IIIème et IVème Républiques**

A/ S’applique sous la Vème République en raison de l’article 47 C

B/ Est interdite par l’article 47 de la Constitution

C/ S’applique sous la Vème République en raison de l’art. 45 LOLF

**Question n°16 : Une autorisation d’engagement est une autorisation budgétaire prévue à l’article 8 de la LOLF**

A/ Cette autorisation est annuelle mais peut être reportée

B/ Cette autorisation est valable plusieurs années sans limitation

C/ Cette autorisation est annuelle et ne peut pas être reportée

**Question n°17 : La règle du chapitre budgétaire est une règle ancienne qui date de**

A/ 1817

B/ 1827

C/ 1831

**Question n°18 : Un crédit de paiement (art. 8 LOLF) est la limite supérieure des dépenses pouvant être payée au cours de l’année afin de consommer les AE. Les crédits de paiement**

A/ Doivent être consommés dans l’exercice mais peuvent être reportés par arrêté interministériel publié au JO avant le 31/03 à condition de ne pas dépasser la limite de 3% du programme de départ

B/ Doivent être consommés dans l’exercice mais peuvent être reportés par arrêté interministériel publié au JO avant le 31/03 à condition de ne pas dépasser la limite de 3% du programme de destination

C/ Doivent impérativement être consommés dans l’exercice

**Question n°19 : Le budget triennal de l’État est fixé**

A/ Dans la Loi de programmation des Finances publiques

B/ Dans la LOLF

C/ Dans le programme de stabilité

**Question n°20 : A la fin de l’année 2020, le déficit du budget de l’État devrait dépasser**

A/ 300 Mds d’euros

B/ 200 Mds d’euros

C/ 100 Mds d’euros

**Question Bonus : A la fin de l’année 2020, la dette publique de l’ensemble des APU devrait être à quel niveau par rapport au PIB ?**

A/ 120%

B/ 130%

C/ 140%